

## 20403 - Lorry-Mardigny.

Dénommée Lorry-devant-le-Pont jusqu'en 1870. Canton de Corny en 1790, puis d'Augny en l'an III et finalement de Verny à partir de 1802. A Mardigny pour annexe.

1793 - 1869

Mode de classement : Répertoire numérique détaillé du 11 avril 2022.

### 20403/1

Administration générale.

An XII [24/09/1803 - 22/09/1804] - 1867

Autorités municipales.

Délibérations (an XII, an XIII). Billet du secrétaire général de la préfecture Viville au maire Chazelles-Berry (an XIV). Délibération de la session du 9 au 12 mai 1810. Plaintes de l'adjoint et du maire contre l'ancien maire Colchen relatives à des recettes, des anticipations et à la remise des archives (1811-1831). Autorisation d'une session supplémentaire de cinq jours (1831).

Affaires générales.

Observations du maire Chazelles-Berry relatives aux moyens d'empêcher le pillage des fruits et des légumes (s. d.). Lettre du maire au préfet relative à l'insalubrité du cimetière et à la police des cabarets (1817). Approbation de la réclamation de Claude Pichard contre les ravages causés par la basse-cour du meunier François Mathieu (1823). Autorisation de recouvrement des sommes dues par les locataires de places à fumier (1831), instruction relative à la location (1832). Arrêté du maire relatif à la police des cabarets et des jeux de hasard (1843).

Instruction publique : instruction relative au paiement des traitements des instituteurs et des loyers de l'école (1841), approbation de l'arrêté fixant les conditions d'admission gratuite (1851), demande de Nicolas Lang pour obtenir l'écolage gratuit de ses enfants à Mardigny (1866).

Cultes : approbation du traité de binaison du desservant Alexandre et du rôle de répartition des frais de cultes entre Lorry et Mardigny (1806), demande de secours de la fabrique pour combler son déficit (1825), plainte de l'évêché relative à l'état de l'église et du presbytère (voir aussi le dossier d'entretien général des bâtiments, 1826-1828), lettre du maire Carau relative au versement d'un secours de 300 F à la fabrique (1831), réclamation de l'ancien curé Guitte et de ses héritiers pour obtenir le paiement d'une créance sur la fabrique (1838-1841), refus d'attribuer un secours pour financer l'achat d'ornements et de mobilier après un sinistre dans la sacristie (1844), vote d'un secours à la fabrique pour rembourser la créance de l'ancien trésorier Nicolas Souly (1844-1846).

Assistance publique : délibération relative à l'attribution des produits de location des jeux et des danses et des amendes en faveur du bureau de bienfaisance (1851), lettre du maire relative au paiement des frais de transport d'un indigent à Gorze (1856).

Comptabilité.

Lettre du percepteur de Marieulles relative à l'application des articles 46 et 63 de la loi du 18 juillet 1837.

Fournitures de guerre : approbation des réclamations de Claude Pichard relatives aux voyages et avances faites pour subvenir à la nourriture des troupes alliées en 1815 (1818, 1819), réclamation de l'ancien maire Damien Pichard au sujet du remboursement des fournitures faites en 1815 (1820).

Recettes : certificat du receveur relatif au paiement des semestres échus de la rente sur l'Etat (1823), observations relatives à la poursuite des habitants retardataires sur le paiement de leurs cotisations (1826), instruction relative à la demande de délai de Claude Pichard pour le paiement de ses cotisations de 1830 (1831), approbation des réclamations des conseillers Raucourt et Bello de Mardigny contestant le paiement d'une redevance de 150 F pour acquitter les frais de binaison du curé de Lorry (1831, 1832), vente de deux inscriptions de rentes sur l'Etat pour financer l'établissement d'une fontaine, la reconstruction de l'école et la réparation du presbytère et des murs du cimetière (1832), autorisation d'imposition sur les portions communales (1852).

Dépenses : autorisations de paiements des frais de clôture des vignes et de confection de fossés et du traitement du secrétaire de mairie (1825-1827), approbation du traité pour la formation du tambour de la garde nationale (1831) ; autorisations de paiements des rateliers posés pour les fusils et de la fourniture de 40 schakos pour la garde nationale (1832, 1833), des frais d'entretien des outils pour les chemins (1832, 1833), des sommes avancées par le maire Carau

(1832, 1833), des frais de copie des tables décennales de 1803-1813 (1834), de crédits supplémentaires pour payer l'abonnement au Journal des conseillers municipaux et sa reliure et l'achat du Code rural (1835).

Personnel.

Observations relatives au traité passé avec le berger Rossignol (1811).

Instituteurs : rejet de la pétition du maire pour contraindre l'ancien instituteur Claude Jacquenot à payer deux hottes de vin (an XIII), observations relatives au vote d'un supplément de traitement en faveur du sieur Drouot de Mardigny (1827), rejet de la réclamation des anciens instituteurs Martin-Didier Noiré et Nicolas Noiré contre leurs destitutions et maintien en fonction des sieurs Drouot et Pouilleux (1830), instruction relative à la réclamation du sieur Pouilleux pour obtenir le paiement de son traitement (1830).

Desservants : délibération déclarant l'incapacité de la commune à payer un supplément de traitement (an XIV), lettre de l'évêché relative à une plainte calomnieuse contre le curé Guitte (1831), refus d'approuver le paiement de l'indemnité de binaison à Mardigny sur les détenteurs de lots de portions (1836, 1837), instructions relatives aux droits respectifs de la commune et du desservant sur le jardin curial (1837) et aux droits du desservant de Marieulles sur les dépendances du presbytère de Lorry (1838), répartition sur les détenteurs de lots de portions de Mardigny des frais de binaison de la chapelle par le curé Charpentier (1840).

Gardes champêtres : observations relatives à la plainte de François-Paul Genot contre les gardes qui lui ont dressé à tort un procès-verbal (1822), arrêté de révocation des sieurs Pedon, Juin et Pillot (1822), instruction refusant l'augmentation du nombre de gardes (1826), révocations de Jean Ruzé et Pierre Delacour remplacés par Louis Hugnet, Paul Guerquin et Joseph Bello (1826, 1827), démissions de Bello, Hugnet et François Raucourt remplacés par Louis Dudot, Nicolas Noiré et Jean-Claude Bello (1830, 1831), établissement de quatre gardes supplémentaires exerçant gratuitement pour surveiller les récoltes (1831), instruction relative à la nomination du garde particulier Pierre au service du comte Emmerly (1833).

Gardes de la section de Lorry : réclamation de Joseph Gerson contre sa destitution (1821), démissions de Paul Guerquin remplacé par Paul Delacour et Jacques Tonnon (1832) et du nouvel adjoint Raucourt remplacé par François-Paul Genot (1833), plainte du maire contre Paul Delacour et Jacques Tonnon et démission de Delacour remplacé par Claude Guerber (1834), révocation de Guerber remplacé par Pierre Manoeuvre et démissions des nouveaux conseillers Louis Dudot et Jean-Claude Bello remplacés par Louis Hugnet et François Ménére (1834, 1835), démissions de Manoeuvre et Tonnon remplacés par Pierre-François Houin (1839) et de Houin remplacé par Dominique Guépratte (1839), révocation de Guépratte remplacé par Jean-Claude Genot et François Maguin (1843), démissions de Genot et Maguin remplacés par François Bello (1846, 1847), remplacement de Paul Manoeuvre par son fils Pierre-François Manoeuvre (1864).

Gardes de la section de Mardigny : réclamation relative à leurs traitements (1828), démissions de Nicolas Noiré remplacé par Joseph Bello (1841), de Bello remplacé par Jean Louyot et Jean Nassoy (1844, 1845) et de Louyot remplacé par Paul Manoeuvre et François Bello (1848, 1849), décès de Bello remplacé par Jean-François Raucourt et François Salvé (1850), démissions de Salvé remplacé par Jean Vautrin (1853), de Jacques Barthélemy remplacé par Jean Nassoy (1855), de Nassoy remplacé par Jacques Barthélemy (1859), de Barthélemy remplacé par Jean-François Ménére (1860) et de Ménére remplacé par François Salvé (1867).

## **20403/2 - 20403/3 Biens communaux.**

1793 - 1869

### **20403/2**

Propriété, aliénations, lots de portions.

1793 - 1869

Propriété.

Litige avec Georges-Marie de Chazelle relatif à la construction d'un pont et d'une chaussée pavée en contrepartie de la vente d'un terrain au lieu-dit Gahau en 1793 (1793-1834). Rejet de la pétition du maire contre la prise de possession des biens par la Caisse d'amortissement (1813).

Abornements : autorisations de délimitations d'un ancien chemin (1832) et du pré Chazeau contigu aux terres du baron de Turgy (1865).

Rentes : recherche des cens dus à la commune (an X-1837), autorisations de remboursements des capitaux de cens dus par le berger Legay (an XII) et Jean-Pierre Collin (1841, 1842), instruction relative aux difficultés de recouvrement des cens en l'absence de titres (1838), lettre du percepteur de Marieulles relative aux cens dus aux communes de sa perception (1840).

Plantations : autorisations de paiement du transport et de la plantation de 100 noyers (1834, 1835) et de reboisement d'un hectare à titre d'essai (1853-1860).

Aliénations.

Suppression de la ruelle du Gilon cédée en faveur de Georges-Marie de Chazelle contre un cens de 6 F (an XIV, 1807). Ventes d'un terrain sur la voie publique en faveur de Jean-Charles Pichard pour lui permettre de construire des arcs-boutant (avec 2 plans, 1831-1834), d'un sentier supprimé après la construction du chemin de grande communication qui relie Lorry à Mardigny (1853, 1861) et d'anciens chemins et excédents de voirie (1855-1860). Refus d'aliéner une ruelle adjacente au jardin de Pierre Amblard (1867).

Lots de portions communales.

Rejet de la réclamation de Jeanne Langard pour récupérer son lot après son second mariage (1820). Retrait du lot de Nicolas Laugustin après son déménagement et attribution de la récolte à sa belle-fille (1822). Attribution du lot laissé vacant par Marie Brocard en faveur de son fils Dominique Henriot (1830). Approbation de la réclamation de Jean Houin pour récupérer le lot cédé par son père à son frère (1826, 1830, 1831). Approbation d'une délibération défendant aux détenteurs d'arracher les arbres et les vignes des portions (1831). Réclamation de Louis Lapointe au sujet du lot attribué à sa soeur (1831). Rejet de la réclamation de Dominique Raucourt pour obtenir le lot de sa belle-mère (1831). Instruction relative à l'échange de portions entre la veuve Guenette et celle de François Souly (1831). Rejets des réclamations des veuves Jeanne Laugustin et Anne Delacour pour être autorisées à arracher les vignes de leurs portions (1831), de Pierre Maujean pour obtenir le lot laissé vacant par l'instituteur Martin-Didier Noiré (1831, 1832), de François Serrière pour obtenir un lot (1832), de Jeanne Laugustin pour son maintien en jouissance (1832), du curé Guitte en faveur de la jouissance des filles Henry (1832), des habitants contre l'attribution d'un lot au curé Guitte (1832, 1833) et de Marie-Anne Vatier pour obtenir le lot laissé vacant par sa mère (avec plainte du maire contre le desservant, 1833). Instruction relative au retrait des lots des personnes qui ont déménagé (1837). Approbation d'une délibération affectant une portion à l'établissement d'un chemin rural (1837). Rejet de la réclamation de Pierre-Simon Laugustin contre l'attribution à sa soeur du lot laissé vacant par ses parents (1839). Approbation de la réclamation des jeunes habitants de Lorry contestant la jouissance des domestiques non domiciliés dans la commune (1838). Contestation entre Charles Ricard et Jean Mahu relative à l'attribution du lot laissé vacant par Catherine Brocard (1839). Approbations des réclamations de François Tonnon contre l'attribution d'un lot à Louis Maguin (1842) et de Dominique Suisse contre la jouissance de Jacques Roullon (1843, 1844). Attribution d'un terrain à Jean-Claude Bello pour compenser la distraction d'une partie de son lot pour construire le chemin de grande communication de Mardigny à Bouxières-sous-Froidmont (1846). Rejet de la réclamation d'habitants pour obtenir le retrait du lot attribué à Paul Nicolas (1847). Approbation de la réclamation de Barbe Raucourt pour obtenir la récolte du lot de Marie-Anne Raucourt (1849). Réclamation de Dominique Perrin et Jean-François Raucourt pour obtenir un lot (1851). Approbation de la réclamation de François Mayot pour obtenir le lot de ses parents (1851, 1852). Réclamation de Jean Rollin et Christine Lapointe pour obtenir le lot laissé vacant par Jean-Nicolas Parisot (1853). Approbation de la réclamation de Dominique Perrin pour être maintenu en jouissance (1853, 1854). Rejets des réclamations du veuf François Maguin contre l'attribution du lot de sa femme à Eugène Vidémont (1853, 1854) et de Jacques Moncel pour son maintien en jouissance en dépit de son déménagement (1865, 1866). Attributions du lot laissé vacant par Marie Bastien à son fils Charles Ricard et rejet des prétentions de Claude Hanneuse (1866, 1867). Attribution à Dominique Villem du lot laissé vacant par sa mère (1867). Rejet de la réclamation de François Masson pour obtenir le lot de Marie Villem fille (1867). Instructions relatives à la réclamation de Jean Mornet pour obtenir un lot (1869).

## 20403/3

### Exploitation, troupeau commun, réseaux d'eaux, forêts.

1808 - 1868

Exploitation.

Autorisation de renouvellement du bail de location d'un terrain défriché (1808). Procès-verbaux d'adjudications des jeux et danses (1821, 1823), de la pâture des chemins, des boues et du jeu de quilles (1822-1824, 1833). Autorisation de traiter de gré à gré pour l'exploitation de la carrière et la location d'un pâtis (1831). Autorisation de planter 100 noyers (1834). Approbation du procès-verbal de vente de boue, de têtes de saules, de peupliers et du bois des haies (1861).

Droits de chasse : procès-verbal d'adjudication (1821), observations relatives à l'adjudication en faveur du percepteur Jacquin (1836).

Ventes de bois : autorisations de vendre deux chênes pour financer l'entretien des chemins (1831), d'exploiter les lisières des bois dits Haut et Bas-Maribois à Mardigny (1831) et du bois rapaille sur les chemins (1841).

Troupeau commun.

Procès-verbaux d'adjudications de la fourniture du taureau (1818) et du bélier (1821). Lettre du maire Laugustin relative à la visite du vétérinaire Collaine (1821). Instructions relatives aux habitants de Mardigny qui se plaignent de contribuer à l'entretien du taureau commun (1831) et au refus du sieur Carau pour le même objet (1847). Rejet de la délibération interdisant les troupeaux séparés (1860). Observations relatives au règlement de la vaine pâture (1867).

Réseaux d'eaux.

Pétition des habitants de Mardigny relative à l'état de la fontaine (voir aussi le dossier d'entretien général des bâtiments, 1829). Indemnisation de Christophe Delize et François Genot en raison des dommages causés par l'établissement d'un cours d'eau dans leurs propriétés (1830-1832). Demandes d'indemnisations de la veuve Sergent et d'Antoine Georquin de Mardigny pour des dommages causés par la réparation d'une fontaine (1831, 1832). Autorisation de paiement des frais d'enlèvement des décombres

provenant de la fontaine (1832). Construction d'une auge pour la petite fontaine de Mardigny et de deux cassis sur les chemins de la section (1836). Autorisations d'acheter une source et d'établir une amenée d'eau en faveur de Georges de Lemud (1840-1842) et d'établir des conduites en faveur de M. de Roguier pour amener les eaux d'une source dans son habitation (1854). Suppression d'une servitude de passage dans la propriété de M. de Mardigny en contrepartie de l'établissement d'une borne-fontaine (1854, 1855). Etablissement de bornes-fontaines à Mardigny par Alphonse de Lemud et Laurent de Mardigny en échange de concessions d'eaux et de remises de cens (1867, 1868).

Forêts.

Autorisation d'exploiter un canton de bois à Mardigny pour financer la réparation des bâtiments (1821). Instruction relative au litige de propriété de deux arbres entre le sieur Noiré et l'administration des forêts (1824). Autorisation de vendre deux cantons de bois pour financer les travaux aux fontaines et à l'église (1826). Instruction relative à la demande d'exploitation des bois de M. Georgin de Mardigny (1828). Renseignements sur Nicolas Noiré après sa proposition comme garde particulier des bois de M. Gueden à Longeville-lès-Cheminot (1828).

## 20403/4

### Bâtiments communaux.

An XIII [23/09/1804 - 23/09/1805] - 1869

Assurance.

Certificat du maire (1869).

Equipement.

Cloches : autorisation de refonte de celle de Mardigny (1825), approbation du traité avec le fondeur Dosse pour celle de Mardigny (1830), refonte par le fondeur Dosse (1837).

Horloges : approbation du traité de fourniture avec Renaud de Commercy (1831), traité de réparation avec l'horloger Maillette (1841), instruction relative à la réclamation de l'horloger Perrin pour être payé de ses réparations (1847).

Entretien général.

Autorisations des réparations au presbytère et à la toiture de l'église (an XIII, 1820). Arrêté autorisant la vente des haies rapailles bordant les chemins et les réparations à la fontaine, à l'horloge et aux ponts (1815). Instructions relatives aux réparations du presbytère, de la fontaine et du gué (1815, 1817). Réparations des églises, du presbytère, du cimetière et des fontaines et réclamation de l'entrepreneur François Poiré (1823-1833). Paiement des réparations à l'horloge et aux clochers (1829). Autorisation de paiement en faveur du serrurier Watrinet et du sieur Poinsignon (1831). Réparations de la toiture du presbytère et d'une fontaine à Mardigny (1836), de l'église, du presbytère et de l'école (1839-1841).

Maison du pâtre de Lorry.

Achat d'une maison aux héritiers de Victor Laugustin (1857, 1862-1864).

Ecoles.

Construction à Lorry : projet d'établissement dans une dépendance du presbytère (1832), achat d'une maison à Antoine Georgin de Mardigny (avec plan, 1833, 1834), approbation et adjudication des travaux d'appropriation (1834), achat d'un fourneau (1834, 1835), attributions de secours (1833, 1836), réintégrations de sommes placées à la Caisse de service (1834, 1835).

Echange de la maison d'école de Lorry contre une maison appartenant à M. de Lemud afin d'y établir une école pour les deux sexes et les logements des instituteurs (1842, 1844), puis constructions d'une remise pour la pompe à incendie et d'écuries (1847).

Construction de l'école de Mardigny : échange de terrains avec Jean-Louis Raucourt pour servir d'emplacement (1842, 1843), vente de six parcelles pour financer le projet (1842, 1843), délivrances de secours (1843-1850), approbation du projet et réception des travaux (avec plan, 1843-1850), instruction relative à une demande d'emprunt (1848).

Autorisation de réparation du logement de l'instituteur de Mardigny (1857).

Eglises.

Mémoire des réparations de l'église et du clocher effectuées par le menuisier Jacques Juin (1833). Demande de secours pour financer les réparations (1838). Reconstruction de la sacristie (1844). Agrandissement de l'église de Mardigny (1853-1855).

Presbytère.

Arrêté autorisant la réparation de la maison et du four du vigneron (an XIII). Contribution de Mardigny aux frais de réparations de la toiture (1810).

Cimetière.

Instruction relative aux transferts des cimetières de Lorry et de Sillegny (1807). Autorisation d'exhumation des restes de la famille de M. de Mardigny pour les inhumer dans un terrain lui appartenant (1837).

**20403/4/1**

Projet d'une maison d'école avec logement du professeur.

Elévation, coupe sur AB, plan et plan des travures dressés par l'architecte P. Noble.

1850